

quand ils écrivent: Que le bonapartisme stalinien doit être aujourd'hui consciemment et nécessairement restaurateur (du capitalisme). Chez lui ne se reflètent déjà même plus pour un centième les intérêts de l'économie planifiée, mais l'intérêt impatient de la déchirer ainsi que les difficultés que l'on rencontre pour la réalisation d'une telle rupture.

En tant qu'aboutissement de toute leur analyse, cette affirmation de nos camarades espagnols du Mexique nous paraît particulièrement grave et erronée. Nous ne nions pas qu'un secteur le plus droitier de la bureaucratie a eu et peut avoir une telle orientation. Mais l'ensemble de la bureaucratie, au contraire, aujourd'hui comme dans des situations antérieures, s'est mis à nouveau en position de combat face à l'ennemi intérieur et extérieur de la base économique de sa propre existence. Sur le plan diplomatique, sur le plan économique, sur celui de la politique intérieure, nous assistons à un raidissement de la défense bureaucratique de l'U.R.S.S. et de l'hégémonie du « centre » Staline-Molotov (discours de Staline, 9 février dernier, réaffirmant le caractère impérialiste de la deuxième guerre mondiale, la solidité du régime soviétique; soulignant le rôle de l'Armée Rouge, des trois premiers plans quinquennaux, de la politique d'industrialisation du pays, de la collectivisation de l'agriculture; attaquant les droitiers; défendant le nouveau plan quinquennal, etc.).

La bureaucratie a défendu et défend l'U.R.S.S. « à sa façon ».

Tout cela, naturellement, est imprégné d'un nationalisme, d'un « socialisme dans un seul pays », reflet de la suffisance, de la vantardise bureaucratiques: comparaisons avec l'index de production russe de 1913; « nous aiderons nos savants, qui sauront non seulement égaler, mais dépasser, dans un proche avenir, les résultats scientifiques réalisés au delà de nos frontières »; « notre reconstruction demandera peut-être trois nouveaux plans quinquennaux, au moins. Mais nous pourrons et nous saurons accomplir ce travail ».

Pas un mot, pas même une allusion, par contre, dans ce discours, à la situation sociale dans les pays capitalistes, à l'action du prolétariat international. Mais, tout de même: est-ce qu'on peut dire que le discours de Staline représente le discours d'une couche consciemment restauratrice du capitalisme privé en U.R.S.S.? Nous ne le pensons pas. Nous croyons que ce discours représente la prise de position des éléments fondamentaux de la bureaucratie dans la défense des bases sociales dont elle-même vit.

Et que cela plaise ou déplaise, il est indispensable d'apprécier que ces bases sont les mêmes qui ont donné et donnent à l'U.R.S.S. son caractère d'Etat ouvrier. Etat ouvrier de par sa base économique qui subsiste fondamentalement. Etat ouvrier par l'appareil politique qui le maintient et le défend, malgré sa dégénérescence bureaucratique et le caractère pourri de sa défense.

Parce que, cela soit dit en passant, nous semble être une conception entièrement antimarxiste, celle qui affirme que l'U.R.S.S. est un Etat ouvrier par sa structure économique et ne l'est déjà plus au point de vue superstructure politique.

La « défense bureaucratique de l'U.R.S.S. » est une défense sans perspectives.

Il est évident pour nous tous que la défense bureaucratique de l'U.R.S.S. — réaffirmation de la mainmise stalinienne sur le plan intérieur; constitution d'une ligne de défense dans les pays limitrophes, avec des points d'appui stratégiques et d'influence politique; pactes avec tel ou tel autre gouvernement capitaliste, etc. — est une défense sans perspectives. La bureaucratie crée des châteaux de cartes qui ne résisteront pas à la pression impérialiste. Ils n'y résistent déjà pas!

Par le fait de ne pas pouvoir s'appuyer sur l'action des masses ouvrières, dont elle ne veut pas le déclenchement par conservatisme de sa propre qualité parasitaire, la bureaucratie stalinienne est obligée, en définitive, de reculer, abandonnant une position derrière l'autre. L'Iran est le dernier recul de cette série qui renforcera davantage les impérialistes.

Front unique avec la bureaucratie contre l'impérialisme? Ou front unique avec l'impérialisme contre la bureaucratie?

Le fait que la défense bureaucratique de l'U.R.S.S. est une défense sans perspectives, qu'elle renferme une nouvelle et terrible trahison du prolétariat, est une chose. Pour cela, notre unité d'action avec les staliniens, en U.R.S.S. et dans le monde entier, suppose avant tout la délimitation, la critique, la condamnation implacable devant les masses de la politique stalinienne. Ceci dans l'attente d'un rapport de forces favorable pour balayer le stalinisme par l'action du prolétariat, rapport de forces dont une politique juste de notre part rapprochera les délais.

Mais, devant la situation présente, nous croyons que le problème se trouve posé comme suit: Ou le front unique avec la bureaucratie, avec les partis « communistes », contre l'impérialisme et ses agents, ou le front unique avec l'impérialisme et ses agents contre la bureaucratie. Nous avons choisi. Et nous saluons sur ce plan la récente lettre du P.C.I. français proposant l'unité d'action au P.C. pour la défense de l'U.R.S.S.

Posé dans ces termes, il n'existe aucune contradiction entre la lutte pour la défense de l'U.R.S.S. et la lutte pour la Révolution prolétarienne internationale. La lutte pour la défense de l'U.R.S.S. prend sa place dans la mobilisation des masses ouvrières et paysannes contre la bourgeoisie et contre les directions traîtres, y compris celles des partis staliniens.

La guerre contre l'U.R.S.S. n'est pas pour demain. Non pas parce que la néfaste politique de la bureaucratie l'a rendue impossible, et non plus par manque d'envie de la part de l'impérialisme, mais parce que la montée révolutionnaire paralyse aujourd'hui une action à fond de la bourgeoisie.

Mais si la guerre devait éclater dans un proche avenir, indépendamment du fait que la bureaucratie soit ou ne soit pas « dans son tort », notre attitude de défense de l'U.R.S.S. serait la même principiellement que celle maintenue par nous jusqu'à maintenant. Plus concrètement: celle définie dans le chapitre consacré à la question de l'U.R.S.S. dans notre programme de transition.

Les considérations qui y sont formulées au sujet de la droite pro-capitaliste de la bureaucratie; sur les oscillations impuissantes du stalinisme, sur la nécessité de l'unité de lutte contre ces courants et contre l'impérialisme, gardent fondamentalement pour nous toute leur valeur.

Il est inutile de dire que dans le cadre de ce front unique, nous n'arrêterons pas un instant de critiquer et de combattre la politique stalinienne qui, par le fait de s'opposer à une politique prolétarienne de défense de l'U.R.S.S., sabote et rend impuissante cette défense; nous n'arrêterons pas de dénoncer ses faux pas et ses compromis pourris, montrant au travers de notre action que nous sommes les plus actifs défenseurs de l'U.R.S.S.; que notre politique communiste internationaliste est la seule capable de la défendre réellement.

Nouvelles circonstances, nouvelles modalités tactiques...

Est-ce que cela veut dire que rien n'a évolué, qu'il n'existe pas de nouveaux facteurs dont il importe de faire l'analyse? Nullement.

En premier lieu, il existe l'occupation soviétique d'un certain nombre de pays et territoires. Ceci crée de nou-